

2022

JUIN

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

→ GROUPE DES ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL SA



COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2022

PRESENTATION DU GROUPE	3	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	6
Actionnariat	3	Bilan actif	6
Organigramme du groupe	4	Bilan passif	7
		Compte de résultat consolidé	8
INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES	5	Résultat net et autres éléments du résultat global	9
Relations avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale	5	Tableau de variation des capitaux propres	10
Relations entre les sociétés consolidées du groupe	5	Tableau des flux de trésorerie	11
Relations avec les principaux dirigeants	5		
		NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2022	12
		RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	44

1. PRESENTATION DU GROUPE

Le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) a pour principal objet de prendre et de gérer des participations dans des sociétés d'assurance et de réassurance en France et à l'étranger.

Le GACM est soumis au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Le GACM SA est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1 241 034 904,00 euros.

Son siège social se situe 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen – 67000 Strasbourg.

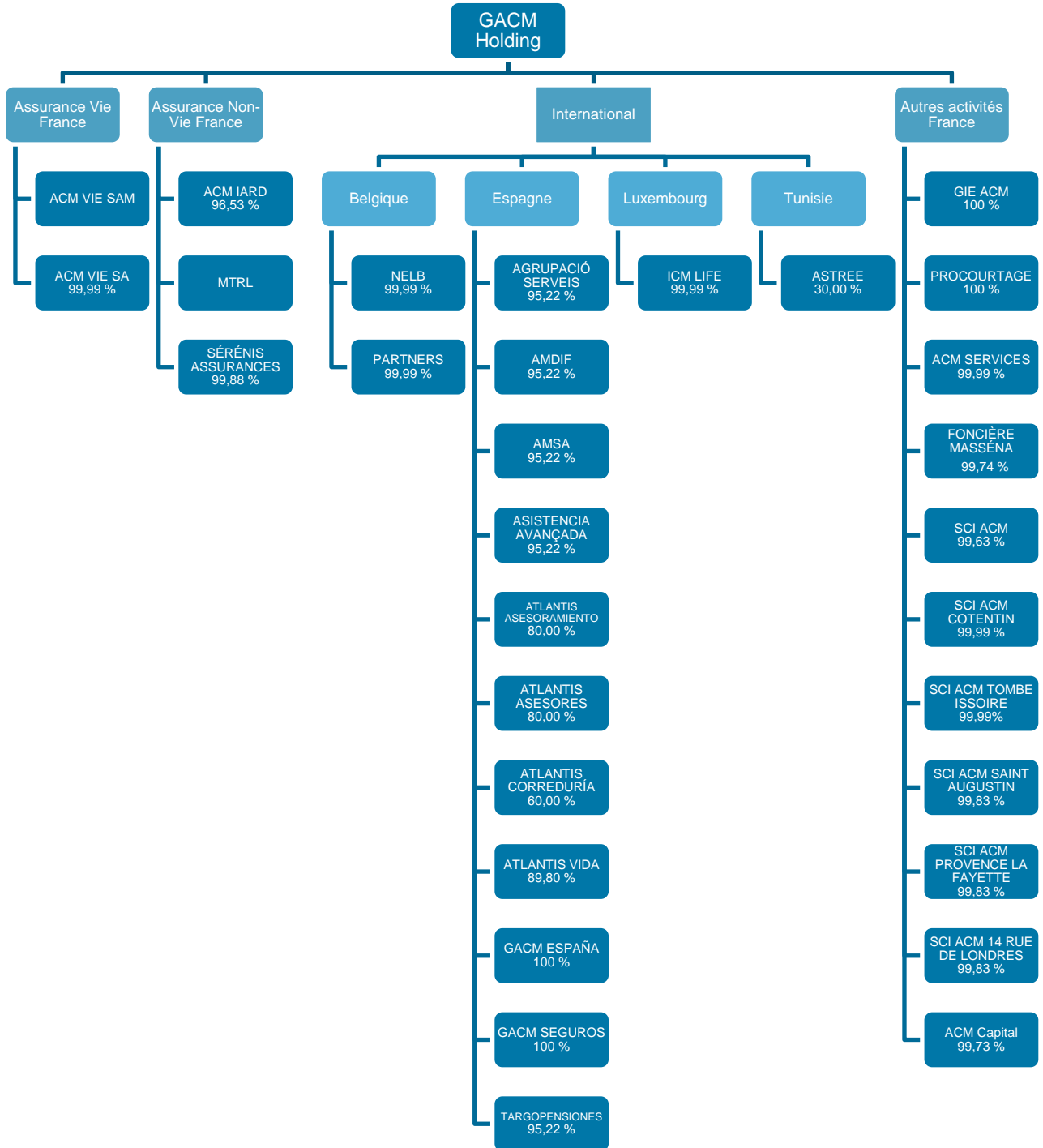
1.1 Actionnariat

Le capital du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel est constitué de 80 066 768 actions de 15,50 euros chacune, détenues par :

(en euros)

ACTIONNAIRES	CAPITAL SOCIAL	
1 Banque Fédérative du Crédit Mutuel	621 003 981,50	50,04 %
2 CIC	199 363 666,00	16,06 %
3 Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe	126 812 552,50	10,22 %
4 Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie	91 767 734,50	7,39 %
5 Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest	67 127 570,50	5,41 %
6 Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan	35 764 886,00	2,88 %
7 Caisse Régionale du Crédit Mutuel d'Anjou	23 236 778,50	1,87 %
8 Caisse Régionale du Crédit Mutuel du Centre	18 353 441,50	1,48 %
9 Caisse Régionale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique	14 374 297,00	1,16 %
10 Caisse Régionale du Crédit Mutuel Ile-de-France	8 654 983,00	0,70 %
11 Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Normandie	8 481 646,50	0,68 %
12 Caisse Régionale du Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc	7 748 357,00	0,62 %
13 Caisse de Crédit Mutuel du Sud-Est	6 898 445,50	0,56 %
14 Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranéen	6 743 027,00	0,54 %
15 Caisse Régionale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais	4 703 506,00	0,38 %
16 Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	15,50	0,00 %
17 Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe	15,50	0,00 %
	1 241 034 904,00	100,00 %

1.2 Organigramme du groupe



2. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

2.1 Relations avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale

ACM VIE SA a émis, en 2019, une dette subordonnée auprès de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, d'un montant de 500 000 milliers d'euros, arrivant à maturité en décembre 2029.

Dans son portefeuille de placements, le groupe GACM détient des titres émis par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour 7 178 182 milliers d'euros, dont 2 525 057 milliers d'euros d'actifs en représentation des contrats en unités de compte.

La commercialisation de contrats d'assurance est réalisée au sein des réseaux bancaires du Crédit Mutuel et du CIC.

Les engagements de retraite du Crédit Mutuel Alliance Fédérale font, pour partie, l'objet de conventions d'assurances collectives contractées auprès des sociétés d'assurance vie du GACM.

Ces conventions prévoient la constitution de fonds collectifs destinés à la couverture des indemnités de fin de carrière ou à la couverture des différents régimes de retraite, moyennant le versement de cotisations de la part de l'employeur, la gestion de ces fonds par la société d'assurance et le paiement aux bénéficiaires des primes et prestations de retraite prévues par les différents régimes.

2.2 Relations entre les sociétés consolidées du groupe

La liste des sociétés consolidées du groupe GACM est présentée dans la note « 4.8 Périmètre ».

Les transactions réalisées entre les entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

2.3 Relations avec les principaux dirigeants

Il n'y a pas de transactions significatives entre le GACM et ses principaux dirigeants, leurs familles ou les sociétés qu'ils contrôlent et qui ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation du groupe.

3. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

3.1 Bilan actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2022	31/12/2021
Écarts d'acquisition	4.6.1	128 577	129 477
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	4.6.2	712	712
Autres immobilisations incorporelles	4.6.2	9 968	10 048
Actifs incorporels		139 258	140 238
Immobilier de placement	4.6.3	2 719 143	2 727 363
Immobilier de placement en UC		-	-
Placements financiers - Actions et autres titres à revenus variables	4.6.5	26 695 022	30 252 286
Placements financiers - Immobilier	4.6.5	2 630 132	2 753 255
Placements financiers - Obligations	4.6.5	72 895 295	81 932 089
Placements financiers - Prêts et dépôts	4.6.5	9 270 042	8 502 190
Placements financiers en UC	4.6.5	16 419 642	18 096 451
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés		46	-
Autres placements		-	-
Placements des activités d'assurance	4.6.3 à 4.6.8	130 629 322	144 263 634
Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités		958 520	588 839
Investissements dans les entreprises mises en équivalence	4.6.9	13 515	15 582
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	4.6.16	379 432	329 997
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles		166 035	165 470
Frais d'acquisitions reportés		58 992	49 916
Participation aux bénéfices différée active		-	-
Impôts différés actifs	4.6.10	592 526	28 851
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée		346 493	337 638
Créances nées des opérations de cession en réassurance		25 819	10 785
Créances d'impôt exigible		30 606	5 851
Autres créances		1 615 328	684 033
Autres actifs		2 835 799	1 282 543
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités		-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		284 547	562 752
TOTAL ACTIF		135 240 393	147 183 585

3.2 Bilan passif

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
Capital	4.6.11	1 241 035	1 241 035
Primes d'émission, de fusion et d'apport		1 154 349	1 154 349
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		- 80 129	1 795 529
Résultats cumulés		6 432 278	5 947 790
Résultat net consolidé de l'exercice		429 142	884 518
Capitaux propres du groupe		9 176 675	11 023 221
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		- 5 438	18 997
Résultats cumulés hors groupe		83 607	73 373
Résultat net hors groupe		3 664	10 293
Participations ne donnant pas le contrôle		81 832	102 663
Capitaux propres totaux		9 258 507	11 125 883
Provisions pour risques et charges	4.6.14	50 345	58 715
Dettes subordonnées		1 555 649	1 553 457
Dettes de financement représentées par des titres		-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire		201 334	201 334
Autres dettes de financement		9 365 565	9 095 291
Dettes de financement	4.6.15	11 122 548	10 850 082
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>		10 791 312	10 563 478
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>		16 378 340	18 025 458
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	4.6.16	27 169 652	28 588 936
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>		83 535 925	83 193 330
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>		-	-
<i>Passifs relatifs à des contrats financiers en UC</i>		-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	4.6.17	83 535 925	83 193 330
Instruments dérivés séparés sur contrats		152 452	109 226
Participation aux bénéfices différée passive	4.6.18	2 944 502	12 415 271
Passifs relatifs aux contrats		113 802 530	124 306 763
Ressources des activités du secteur bancaire		-	-
Impôts différés passifs	4.6.10	-	185 939
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés		-	-
Dettes d'exploitation représentées par des titres		-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire		-	-
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée		263 220	144 920
Dettes nées des opérations de réassurance cédée		135 377	133 219
Dettes d'impôt exigible		4 303	16 846
Instruments dérivés passifs		-	-
Comptes courants créditeurs		225 868	1 576
Autres dettes		377 695	359 642
Autres passifs		1 006 463	842 142
Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées		-	-
TOTAL PASSIF		135 240 393	147 183 585

3.3 Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2022	30/06/2021
<i>Primes émises</i>	4.7.1	6 633 965	6 115 683
<i>Variation des primes non acquises</i>		- 49 912	- 48 994
Primes acquises		6 584 053	6 066 689
Produit net bancaire, net du coût du risque		-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités		60 449	65 841
Autres produits et charges d'exploitation		- 49 128	- 46 235
<i>Produits des placements</i>		1 447 356	1 452 775
<i>Charges des placements</i>		- 38 232	- 31 050
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>		118 575	1 347 581
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>		- 2 890 643	241 216
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>		- 62 950	- 22 137
Produits des placements nets de charges	4.7.2	- 1 425 894	2 988 385
Charges des prestations des contrats	4.7.3	- 3 497 199	- 7 202 815
<i>Produits des cessions en réassurance</i>		- 54 454	- 55 419
<i>Charges des cessions en réassurance</i>		78 207	11 934
Charges ou produits nets des cessions en réassurance		23 753	- 43 485
Charges d'exploitation bancaire		-	
Charges des autres activités		- 44 167	- 50 458
Frais d'acquisition des contrats		- 764 503	- 693 703
Amortissement des valeurs de portefeuilles et assimilés		- 900	- 2 210
Frais d'administration		- 322 788	- 290 669
Autres produits opérationnels courants		312	1 484
Autres charges opérationnelles courantes		- 6 161	- 6 800
Résultat opérationnel courant		557 827	786 024
Autres produits opérationnels		1 553	20 557
Autres charges opérationnelles		- 5 524	- 10 911
Résultat opérationnel		553 856	795 670
Charge de financement		- 20 668	- 11 396
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		1 423	1 253
Impôt sur les résultats	4.7.4	- 101 805	- 235 512
Résultat après impôt des activités discontinues		-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		432 806	550 015
Participations ne donnant pas le contrôle		- 3 664	- 7 576
Résultat net (part du groupe)		429 142	542 439

3.4 Résultat net et autres éléments du résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	30/06/2021
Résultat net	432 806	550 015
Éléments recyclables en résultat	- 1 906 881	- 31 253
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente brute d'impôt différé	- 12 077 525	- 10 661
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Comptabilité reflet brute d'impôt différé	9 454 813	- 102 209
Impôts différés liés	715 831	81 617
Autres variations		
Éléments non recyclables en résultat	6 643	1 719
Réévaluations des immobilisations		
Réévaluation de la dette actuarielle au titre des régimes à prestations définies	8 956	2 318
Impôts différés liés	- 2 313	- 599
Autres variations		
Écarts de conversion	146	- 30
Total des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	- 1 900 092	- 29 564
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	- 1 467 286	520 451
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>- 1 446 515</i>	<i>511 364</i>
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>- 20 771</i>	<i>9 087</i>

3.5 Tableau de variation des capitaux propres

	Capitaux propres - part du Groupe						Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital social	Primes liées au capital	Résultats cumulés	Résultat net	Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	Total part du Groupe		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Capitaux propres 31/12/2020	1 241 035	1 154 349	6 060 066	879 068	1 642 024	10 976 542	87 805	11 064 347
Résultat net de la période	-	-	-	227 727	-	227 727	591	228 317
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 94 229	- 94 229	- 3 003	- 97 232
Résultat global de la période	-	-	-	227 727	- 94 229	133 497	- 2 413	131 085
Affectation du résultat	-	-	879 068	- 879 068	-	-	-	-
Dividendes	-	-	- 32	-	-	- 32	32	-
Variation de capital	-	-	1 153	-	-	1 153	- 1 153	-
Variation de taux d'intérêt	-	-	- 942	-	-	- 942	942	-
Restructuration (fusion / transfert)	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	2 008	-	-	2 008	27	2 035
Capitaux propres 30/06/2021	1 241 035	1 154 349	6 941 321	227 727	1 547 795	11 112 227	85 240	11 197 468
Capitaux propres 31/12/2021	1 241 035	1 154 349	5 947 790	884 518	1 795 529	11 023 221	102 663	11 125 883
Résultat net de la période	-	-	-	429 142	-	429 142	3 664	432 806
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 1 875 665	- 1 875 665	- 24 428	- 1 900 094
Résultat global de la période	-	-	-	429 142	- 1 875 665	- 1 446 523	- 20 765	- 1 467 288
Affectation du résultat	-	-	884 518	- 884 518	-	-	-	-
Dividendes	-	-	- 400 334	-	-	- 400 334	- 1	- 400 335
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de taux d'intérêt	-	-	- 27	-	7	- 20	- 65	- 85
Restructuration (fusion / transfert)	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	332	-	-	332	-	332
Capitaux propres 30/06/2022	1 241 035	1 154 349	6 432 278	429 142	- 80 129	9 176 675	81 832	9 258 507

Pour rappel, un dividende exceptionnel avait été versé en décembre 2021, pour un montant de 1 499 millions d'euros.

3.6 Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2021
Résultat opérationnel avant impôt	553 856	795 670
Plus et moins-values de cession des placements financiers	- 61 418	- 1 218 852
Plus et moins-values de cession des placements immobiliers	162	- 10 227
Plus et moins-values de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus et moins-values de cession des placements	- 61 256	- 1 229 079
Dotations nettes aux amortissements	10 841	23 303
Variation des frais d'acquisitions reportés	- 9 076	- 7 706
Variation des dépréciations	- 13 142	- 110 591
Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et des contrats financiers	- 1 142 080	2 636 418
Dotations nettes aux autres provisions	- 10 412	2 922
Variations de la JV des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la JV par résultat	2 890 643	- 241 216
Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel		
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	1 665 518	1 074 051
Variation des créances et dettes d'exploitation	- 952 651	- 385 322
Variation des valeurs données ou reçues en pension		
Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	21 622	383 601
Impôts nets décaissés	- 52 537	300 673
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	1 235 808	2 168 673
Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise		
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée		
Prises de participation dans des entreprises mises en équivalence		
Cessions de participations dans des entreprises mises en équivalence		
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre		
Acquisitions cession de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	- 1 587 624	- 1 101 710
Acquisitions cessions d'immobilier de placement	- 8 045	- 12 496
Acquisitions cessions des placements et instruments dérivés des activités autres que l'assurance		
Flux de trésorerie liés aux cessions et acquisition de placements	- 1 595 669	- 1 114 206
Acquisitions cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 931	- 9 388
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 931	- 9 388
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	- 1 589 738	- 1 123 594
Droits d'adhésion		
Émissions d'instruments de capital		
Remboursements d'instruments de capital		
Opérations sur actions propres		
Dividendes payés	- 400 335	
Sommes reçues lors d'un changement dans les participations sans perte de contrôle		
Sommes versées lors d'un changement dans les participations sans perte de contrôle		
Flux de trésorerie liés aux actionnaires et sociétaires	- 30	3 893
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	- 400 365	3 893
Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	272 466	
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement		- 1 002 190
Intérêts payés sur dettes de financement	- 20 668	- 11 396
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	251 798	- 1 013 586
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	- 148 567	- 1 009 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	561 176	588 871
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	1 235 808	2 168 673
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	- 1 589 738	- 1 123 594
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	- 148 567	- 1 009 693
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	58 679	624 257
Dont caisse et avoirs en banque	284 547	636 513
Dont concours bancaires courants	- 225 868	- 12 256

4. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2022

Sommaire détaillé des notes

<p>4.1 Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période 13</p> <p>4.2 Normes applicables 13</p> <p style="padding-left: 20px;">Base de préparation 13</p> <p style="padding-left: 20px;">Normes applicables et comparabilité 13</p> <p style="padding-left: 20px;">Les normes applicables et publiées par l'IASB mais non encore entrées en vigueur 14</p> <p>4.3 Principes et méthodes comptables 19</p> <p style="padding-left: 20px;">Méthodes comptables 19</p> <p style="padding-left: 20px;">Recours aux jugements et à des estimations 19</p> <p>4.4 Évènements postérieurs à la clôture 19</p> <p>4.5 Information sectorielle 20</p> <p style="padding-left: 20px;">Bilan sectoriel 20</p> <p style="padding-left: 20px;">Compte de résultat sectoriel 24</p> <p>4.6 Notes relatives au bilan 26</p> <p style="padding-left: 20px;">Écarts d'acquisition 26</p> <p style="padding-left: 20px;">Valeurs de portefeuilles et autres immobilisations incorporelles 27</p> <p style="padding-left: 20px;">Juste valeur des immeubles de placement 27</p> <p style="padding-left: 20px;">Placements financiers par nature 28</p> <p style="padding-left: 20px;">Instruments financiers comptabilisés au coût amorti au bilan, valorisés à la juste valeur 30</p> <p style="padding-left: 20px;">Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur 31</p> <p style="padding-left: 20px;">Variations du solde des actifs financiers disponibles à la vente valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 32</p> <p style="padding-left: 20px;">Provision pour dépréciation des actifs 32</p> <p style="padding-left: 20px;">Investissements dans les entreprises mises en équivalence 33</p> <p style="padding-left: 20px;">Actifs et passifs d'impôt courants et différés 33</p> <p style="padding-left: 20px;">Capital social au 30/06/2022 34</p> <p style="padding-left: 20px;">Résultat par action 34</p> <p style="padding-left: 20px;">Dividendes 34</p> <p style="padding-left: 20px;">Provisions pour risques et charges 35</p> <p style="padding-left: 20px;">Dettes de financement 35</p> <p style="padding-left: 20px;">Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance 37</p> <p style="padding-left: 20px;">Passifs relatifs aux contrats financiers 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Participation aux bénéfices différée nette 38</p>	<p>4.7 Notes relatives au compte de résultat 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Analyse du chiffre d'affaires par segment d'activité 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Produits des placements nets de charges des placements 40</p> <p style="padding-left: 20px;">Charges de prestation des contrats 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Charge d'impôt 42</p> <p>4.8 Périmètre 43</p>
---	---

4.1 Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période

Impact de l'environnement géopolitique - la guerre en Ukraine

L'exposition du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) à la Russie et à la Biélorussie, et par là-même aux mesures de sanction à l'encontre de ces Etats, reste très limitée. Au niveau des placements en euros, moins de 0,02 % des placements (au travers de 4 fonds actions) concernent la Russie. Au niveau des portefeuilles d'assurés, aucun assuré n'est concerné par les mesures de gel des avoirs.

Impact de l'environnement macroéconomique – l'inflation, hausse des taux et baisse des marchés financiers

L'accélération des prix de l'énergie et de l'alimentation, liée en partie au contexte géopolitique et climatique, a entraîné, sur le début de l'année 2022, une hausse généralisée des prix et le retour à des niveaux d'inflation inédits en France depuis 1985. En effet, avec 8,6 % sur un an à fin juin dans la zone euro, l'inflation atteint un niveau encore jamais vu depuis l'instauration de la monnaie unique et un niveau quatre fois supérieur à l'objectif de 2 % fixé par la Banque centrale européenne (BCE). En réponse, la BCE a annoncé une hausse de son taux directeur principal d'au moins 50 pbb d'ici septembre, une première depuis plus de 10 ans. Dans ce contexte, les marchés financiers ressortent en baisse sur le premier semestre 2022, et notamment l'indice CAC 40 à -17,2 %.

Au niveau du GACM, la forte inflation entraîne une augmentation des coûts de réparation en assurance automobile et en habitation, ainsi qu'un allongement des délais de livraison des pièces et, par là-même, de réparation. La mise en place et le renforcement des partenariats avec les réseaux de réparateurs agréés permettent cependant de contenir une partie de la hausse des coûts. A noter qu'une inflation viagère de 2 % est réglementairement intégrée dans les calculs des provisions mathématiques de rentes liées à l'indemnisation des dommages corporels en automobile et en responsabilité civile générale.

Par ailleurs, en hausse au 1er semestre 2021, les marchés financiers avaient contribué positivement au résultat du GACM grâce à l'appréciation des actifs classés en juste valeur par le résultat. Sur le premier semestre 2022, la baisse des marchés financiers pèse sur le résultat IFRS. Concomitamment, les taux d'intérêt progressent significativement sur le 1er semestre 2022. Le taux d'OAT 10 ans passe ainsi de 0,20 % à fin décembre 2021 à 1,96 % à fin juin 2022. Cette évolution entraîne une baisse conséquente de la valeur des titres obligataires, qui passent en moins-values latentes, impactant ainsi à la baisse les fonds propres IFRS à fin juin 2022.

A fin juin, le GACM a fait le choix de maintenir les taux techniques utilisés lors de la clôture au 31 décembre 2021,

et restera attentif à l'évolution des marchés de taux au second semestre.

Evènements climatiques

Le premier semestre 2022 a été exceptionnel au titre des évènements climatiques. Juin 2022 est d'ores et déjà considéré comme le mois le plus orageux en France depuis le début des relevés en 1989. Il a été marqué par des salves orageuses virulentes accompagnées de grêle ayant entraîné de fortes dégradations notamment de carrosseries et de toitures.

L'ensemble des évènements de la période représente pour le GACM une charge de 211 millions d'euros, dont 134 millions d'euros liés aux seuls épisodes de juin, un montant déjà sensiblement plus élevé que sur les douze mois de 2021. A titre de comparaison, la sinistralité des évènements naturels sur l'année 2021 s'élevait à 162 millions d'euros brut de réassurance.

Le programme de réassurance en place en 2022 permet de céder 55 millions d'euros de sinistres sur la période.

4.2 Normes applicables

4.2.1 Base de préparation

Ces états financiers intermédiaires pour le semestre clos le 30 juin 2022 ont été préparés conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » et doivent être lus en relation avec les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 du Groupe (les « derniers états financiers annuels »). Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers préparés selon les normes IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les évènements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

4.2.2 Normes applicables et comparabilité

Au cours du premier semestre 2022, les nouveaux textes d'application obligatoire, n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes. Parmi eux, on peut noter l'entrée en vigueur des amendements à IFRS 3 et IAS 37 publiés en mai 2020, mais aussi des dispositions figurant dans les améliorations annuelles pour la période 2018-2020 incluant les amendements à IFRS 16 relatifs à la définition d'un avantage incitatif à la location payé par le bailleur au locataire. Ils suppriment de l'exemple illustratif n°13 les mentions relatives aux remboursements par le bailleur d'améliorations locatives effectuées par le locataire. La rédaction initiale de l'exemple pouvant en effet, prêter à confusion sur le traitement comptable à retenir pour la comptabilisation de tels avantages.

Par ailleurs, aucune décision de l'IFRS-IC publiée et validée par le board de l'IASB au cours du semestre n'a eu d'impact

sur les méthodes comptables appliquées au sein du groupe au 30 juin 2022.

4.2.3 Les normes applicables et publiées par l'IASB mais non encore entrées en vigueur

IFRS 17, Contrats d'assurance

Introduction :

La norme IFRS 17 remplacera la norme IFRS 4, qui permet aux compagnies d'assurance de conserver l'essentiel de leurs principes comptables locaux pour leurs contrats d'assurance et les autres contrats dans le champ d'application d'IFRS 4, ce qui nuit à la comparabilité des états financiers des entités du secteur, principalement entre acteurs internationaux.

IFRS 17 vise à harmoniser la comptabilisation des différents types de contrats d'assurance, et à fonder leur valorisation sur une évaluation prospective des engagements des assureurs.

Publiée en mai 2017 et modifiée par les amendements de juin 2020, cette nouvelle norme entrera en vigueur au 1er janvier 2023. En effet, la date d'application initiale d'IFRS 17 prévue en 2021 a été décalée de deux ans au 1er janvier 2023. L'application d'IFRS 9 pour les entités d'assurance qui ont opté pour le différé (cas du GACM) a également fait l'objet d'un amendement de l'IASB pour une prorogation jusqu'à 2023.

La norme IFRS 17 (et les amendements 2020) publiée par l'IASB maintient les exigences de la granularité des calculs de provisions et de regroupement des contrats par année de souscription (cohortes annuelles), malgré une incompatibilité avec le principe de mutualisation intergénérationnelle des rendements des actifs financiers pour les contrats d'assurance-vie avec participation aux bénéfices.

IFRS 17 a été adoptée par l'Union Européenne en novembre 2021, en offrant une possibilité d'exemption de l'exigence des cohortes annuelles pour les contrats mutualisés intergénérationnels. Le périmètre des portefeuilles de contrats auxquels l'entité applique l'exemption devra être communiqué en annexe.

Niveau d'agrégation des contrats d'assurance IFRS 17

IFRS 17 s'applique aux contrats d'assurance émis, aux traités de réassurance détenus et aux contrats d'investissement avec un élément de participation discrétionnaire.

Elle définit le niveau de regroupement des contrats à utiliser pour évaluer les passifs des contrats d'assurance et leur rentabilité. La première étape consiste à identifier les portefeuilles de contrats d'assurance (contrats soumis à des risques similaires et gérés ensemble).

Chaque portefeuille est ensuite divisé en trois groupes :

- les contrats déficitaires dès leur comptabilisation initiale ;
- les contrats qui n'ont pas, lors de leur comptabilisation initiale, de possibilité significative de devenir déficitaires ;
- et les autres contrats du portefeuille.

Pour constituer ses portefeuilles de contrats, le GACM a privilégié la maille du produit commercial. L'homogénéité de tarification, de gestion, de suivi et de structure contractuelle inhérente à la construction d'un produit commercial du GACM permet de s'inscrire en cohérence avec la définition de portefeuille selon la norme IFRS 17.

Les portefeuilles du GACM sont ensuite subdivisés par groupes de contrats, le groupe de contrats étant la maille élémentaire de calcul définie par la norme IFRS 17. Cette subdivision s'effectue en conformité avec les critères de rentabilité et de prise en compte des cohortes annuelles mentionnés ci-dessus. Le GACM met en œuvre la constitution de cohortes annuelles en s'appuyant sur l'année civile.

Classification par modèle et évaluation des contrats d'assurance

Selon la norme IFRS 17, les contrats sont évalués sur la base d'un modèle d'évaluation en valeur courante où le modèle général (modèle GMM) s'appuie sur une approche générale dite des « *building blocks* » comprenant :

- les estimations des flux de trésorerie futurs pondérés par leur probabilité de réalisation, ainsi qu'un ajustement pour refléter la valeur temps de l'argent (en actualisant ces flux de trésorerie futurs) et les risques financiers associés aux flux de trésorerie futurs ;
- un ajustement pour le risque non financier ;
- la marge sur services contractuels.

Cette marge sur services contractuels représente le bénéfice non acquis pour un groupe de contrats d'assurance. Elle sera reconnue par l'entité à mesure que celle-ci fournira des services au titre des contrats d'assurance. Cette marge ne peut pas être négative ; tout montant négatif des flux de trésorerie d'exécution en début de contrat est constaté immédiatement en résultat.

Les contrats d'assurance en période ultérieure sont réévalués : ils représentent la somme du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus.

Le GACM s'appuie sur des méthodes actuarielles afin d'obtenir une vision en meilleure estimation (« Best-Estimate ») des flux futurs, de manière pertinente pour chaque périmètre modélisé, et s'inscrivant dans un cadre méthodologique précis et des hypothèses clairement identifiées. Les méthodes statistiques et probabilistes

utilisées sont des méthodes largement répandues sur le marché.

La maille de calcul est définie par le GACM de manière adaptée au périmètre considéré, dans l'optique de fournir une estimation la plus objective possible des flux de trésorerie futurs. Le cas échéant, les estimations sont ensuite réparties à la maille du groupe de contrats en utilisant les variables pertinentes.

L'ensemble des flux de trésorerie futurs sont évalués pour l'ensemble des périmètres des contrats, jusqu'à extinction des droits et obligations substantielles du GACM découlant des dispositions contractuelles, légales ou réglementaires. Ils comprennent notamment l'ensemble des frais imputables aux contrats d'assurance (frais rattachables).

Une actualisation des flux de trésorerie futurs est effectuée, afin de refléter la valeur temps de l'argent et les risques financiers liés à ces flux de trésorerie. Cette actualisation est réalisée à l'aide d'une courbe de taux construite par le GACM.

Cette courbe s'appuie sur une méthodologie ascendante (« *bottom-up* »), qui somme une composante sans risque liquide et un ajustement pour tenir compte des caractéristiques de liquidité des contrats d'assurance. Conformément à la norme IFRS 17, la courbe ainsi obtenue cadre avec les prix de marché observables, tout en excluant les effets des facteurs n'influençant pas les flux de trésorerie futurs des contrats d'assurance, notamment le risque de crédit.

Le GACM ajuste, pour chaque périmètre, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour tenir compte de l'incertitude de ces flux. Il s'agit de l'ajustement pour risque non financier (« *Risk Adjustment – RA* »). Cet ajustement est calculé de manière explicite et dissociée des flux de trésorerie futurs associés, au sein de modèles de calculs dédiés. La mesure du risque calculée est dite « à l'ultime », prenant en compte l'incertitude engendrée sur la durée de vie totale des flux de trésorerie futurs.

Le GACM a opté pour une approche dite « quantile », calculant directement l'incertitude sur les flux futurs à partir d'une mesure de risque et d'un niveau de confiance.

Les contrats d'assurance avec un élément de participation discrétionnaire sont obligatoirement évalués selon l'approche dite « *Variable Fee* » (modèle VFA). Ils se définissent comme des contrats d'assurances pour lesquels :

- les conditions contractuelles prévoient que l'assuré perçoit une part du rendement d'un portefeuille d'éléments sous-jacent clairement identifiés,
- l'entité paie à l'assuré une part substantielle du rendement résultant de la juste valeur des éléments sous-jacents

- l'entité s'attend à ce qu'une part substantielle des sommes payées à l'assuré varie en fonction des variations de juste valeur des éléments sous-jacents.

Pour ces contrats, la marge sur services contractuels est principalement ajustée de la part revenant à l'entité, sur la juste valeur des actifs sous-jacents (assimilable au revenu de l'assureur).

Les contrats d'assurance-vie commercialisés par le GACM relèvent en très grande majorité du modèle VFA. Il s'agit notamment des contrats d'épargne possédant une participation aux bénéfices discrétionnaire substantielle reversée aux assurés. Les actifs sous-jacents de ces contrats sont globalement identifiés de manière exhaustive et directe, au travers de cantons de gestion d'actifs spécifiques à ces contrats. Sur ce périmètre, le GACM structure ses portefeuilles de contrats en cohérence avec les liens actifs-passifs sous-jacents. Cela se traduit par le regroupement des contrats adossés aux mêmes cantons de gestion d'actifs, et par l'application de l'exemption des cohortes annuelles selon les modalités adoptées par l'Union Européenne.

Enfin, la norme offre la possibilité d'opter pour une approche simplifiée, dite « *Premium Allocation Approach* » (modèle PAA), dès lors que :

- la période de couverture des contrats d'assurance n'excède pas un an ou,
- l'évaluation de la couverture restante selon cette approche constitue une approximation raisonnable de l'évaluation qui aurait été obtenue en appliquant l'approche générale des « *building blocks* ».

Le GACM opte pour l'approche simplifiée du modèle PAA pour l'ensemble de ses contrats annuels à tacite reconduction. Ce modèle PAA concerne donc la quasi-totalité des contrats du segment assurance de biens et responsabilités, ainsi qu'une partie des contrats de santé et de prévoyance.

En complément, le modèle général (GMM) sera appliqué sur les contrats à engagement pluriannuel de l'assureur, hors assurance-vie. Ce périmètre est constitué de contrats en assurance de personnes, en particulier les contrats de la branche assurance des emprunteurs et des contrats prévoyance (principalement les contrats Dépendance et les contrats Obsèques).

Transition IFRS 17

La norme IFRS 17 entre en vigueur au 01 janvier 2023, mais impose la publication d'un comparatif au titre de l'exercice précédent soit 2022. Les comptes IFRS 17 seront donc ouverts à compter du 01 janvier 2022, correspondant à la date de transition à IFRS17.

Pour la première application, la norme IFRS 17 doit être appliquée de manière rétrospective à moins que cela s'avère impraticable, auquel cas deux options sont possibles :

- l'approche rétrospective modifiée : sur la base d'informations raisonnables et justifiées qui sont disponibles sans coûts ou efforts excessifs pour l'entité, certaines modifications peuvent être appliquées, dans la mesure où une application rétrospective complète n'est pas possible avec toutefois l'objectif d'atteindre le résultat le plus proche possible de celui de l'application rétrospective ;
- l'approche de la juste valeur : la marge sur services contractuels est alors déterminée comme étant la différence positive entre la juste valeur établie selon la norme IFRS 13 et les flux de trésorerie d'exécution (toute différence négative étant reconnue en diminution des capitaux propres à la date de transition).

L'enjeu de la transition est de déterminer le montant de marge sur services contractuels (CSM) à comptabiliser pour chaque groupe de contrats.

L'approche rétrospective complète s'est avérée impraticable sur l'ensemble des portefeuilles de contrats modélisés selon le modèle général ou VFA.

Le GACM a donc mis en œuvre en priorité l'approche rétrospective modifiée, qui apporte une estimation pertinente du montant de CSM à la transition, sans déploiement de coûts ou efforts excessifs. Cette approche rétrospective modifiée est appliquée à compter de l'exercice 2012, à partir duquel des informations raisonnables et justifiées sont disponibles pour les contrats du GACM.

Pour les portefeuilles de contrats participatifs directs qui reposent sur une mutualisation intergénérationnelle auxquels est appliquée l'exemption sur les cohortes annuelles, un unique groupe de contrat est constitué lors de l'approche rétrospective modifiée. Pour les autres portefeuilles, qui ne sont pas concernés par l'exemption sur les cohortes annuelles, un découpage par cohortes annuelles est effectué. La méthode MRA sera appliquée sur le périmètre BBA pour les cohortes de 2012 à 2021 inclus, années pour lesquelles les données sont disponibles en comptabilité et dans l'entrepôt de données. Pour les cohortes avant 2012 ainsi que certains portefeuilles, la méthode FVA sera appliquée. Pour l'application de la méthode FVA, un unique groupe de contrats (GoC) sera constitué par portefeuilles, mutualisant l'ensemble des contrats restant en cours à la date de transition

Enfin, l'approche dite en juste valeur est appliquée aux contrats les plus anciens pour lesquels certaines informations raisonnables et justifiées ne sont pas disponibles, et sur des périmètres peu matériels.

Abandon de la comptabilité reflet IFRS 4

Pour les contrats participatifs, la norme IFRS 4 prévoyait la comptabilité dite « reflet » (« *shadow accounting* ») des plus et moins-values latentes des actifs IAS 39 en adossement des engagements. Ce mécanisme consistait à comptabiliser une provision pour participation aux bénéfices différée

représentant la quote-part de ces plus ou moins-values qui revenaient implicitement aux assurés au travers des clauses contractuelles ou de la politique de distribution ; cette provision s'ajoutait à la provision mathématique des comptes sociaux lorsque les actifs en adossement étaient en situation de plus-value latente. Une provision pour participation aux bénéfices différée active était constituée lorsque les actifs en adossement étaient en situation de moins-value latente. Les tests de recouvrabilité mis en œuvre en cas de participation aux bénéfices différée active sont conformes à la recommandation du CNC du 19 décembre 2008.

Avec IFRS 17, ces reversements futurs aux contrats (positifs ou négatifs) seront déjà modélisés dans la provision IFRS 17 qui actualise les flux de prestations futurs au taux courant.

Par conséquent, la comptabilité reflet des plus-values latentes disparaît avec IFRS 17. Les provisions pour participations aux bénéfices différées correspondantes des comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2021 sont retraitées en réserves consolidées à la date de transition au 01 janvier 2022.

Le GACM poursuit ses travaux de mise en œuvre opérationnelle des dispositions d'IFRS 17 selon les axes suivants :

- validation auprès des commissaires aux comptes de la méthodologie normative IFRS 17 ;
- mise à jour du système et des principes comptables au regard des dispositions d'IFRS 17 et d'IFRS 9, ainsi que du processus de production des comptes IFRS du périmètre concerné ;
- Production et comptabilisation de la transition et des bilans pro-forma pour l'année 2022 en « *parallel run* » ;
- adaptation de la communication financière

Amendements à IFRS 17 – Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 sur l'information comparative

Cet amendement, dont l'adoption par l'Union Européenne est attendue avant la date de première application au 01 janvier 2023, s'applique à des actifs financiers pour lesquels il n'y a pas eu de retraitements des exercices comparatifs IFRS 9 lors de la première application simultanée d'IFRS 17 et d'IFRS 9.

C'est notamment le cas pour les actifs décomptabilisés sur l'exercice 2022 (actifs financiers cédés ou remboursés en 2022) ou lorsque l'entité opte pour l'exemption du retraitement des exercices antérieurs offerte par IFRS 9.

Il introduit la possibilité de présenter des informations comparatives IFRS 9 sur ces actifs financiers, comme si les dispositions d'IFRS 9 en matière d'évaluation et de classification leur avaient été appliquées. Cette option, applicable instrument par instrument, repose sur une approche dite par superposition (« *overlay* »).

IFRS 9 « Instruments financiers »

Le 25 juin 2020, l'IASB a publié un amendement à IFRS 4 « Contrats d'assurances » qui prolonge de deux ans l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 « Instruments financiers », soit jusqu'au 1^{er} janvier 2023. Il permet aux assureurs éligibles à cette exemption temporaire d'aligner les dates d'entrée en vigueur d'IFRS 9 « Instruments financiers » et d'IFRS 17 « Contrats d'assurances ».

En application de cet amendement, le GACM diffère au 1^{er} janvier 2023 la première application d'IFRS 9.

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de la norme IFRS 9, Instruments financiers, qui remplacera IAS 39, Instruments financiers comptabilisation et évaluation.

La norme IFRS 9 définit de nouveaux principes en matière de classification et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation des actifs financiers, ainsi qu'en matière de comptabilité de couverture.

Les points clés relatifs à la mise en place de la norme IFRS 9 au 01 janvier 2023 portent sur la classification des actifs en lien notamment avec les modèles de gestion identifiés d'une part, sur les modalités de calcul des dépréciations des instruments de dette simple d'autre part.

Classification et évaluation

IFRS 9 introduit une approche unique de classification et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être comptabilisé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Pour les instruments de dettes, le modèle s'appuie sur l'analyse de deux critères :

- les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ;
- le modèle économique de l'entité pour la gestion des actifs financiers considérés.
 - o Les instruments de dette qui satisfont le critère de dette simple (SPPI) peuvent être rattachés à un modèle de gestion de détention visant à percevoir les intérêts et le remboursement (« *held to collect* »). Dans ce cas ils sont comptabilisés au coût amorti. Lorsque les instruments de dette sont gérés à la fois pour générer du rendement actuariel mais aussi pour réaliser des cessions, le modèle de gestion identifié est de type « *held to collect and sale* ». Dans ce cas ils sont comptabilisés en juste valeur par capitaux propres (OCI).
 - o Le GACM n'a pas identifié de modèle de gestion de type « *held to collect* » significatif au sein du périmètre de consolidation.

- o Le modèle de gestion identifié sur l'ensemble des portefeuilles obligataires est de type « *held to collect and sale* » ; il correspond à la façon dont les actifs de taux sont gérés en lien avec les contraintes de gestion actif passif (ALM). Les obligations et titres assimilés satisfaisant le critère de dette simple (SPPI) sont donc comptabilisés exclusivement en juste valeur par capitaux propres (OCI), quels que soient les portefeuilles de passif IFRS17 auxquels ils sont adossés, et indépendamment du modèle comptable appliqué à ces portefeuilles sous IFRS17 (PAA, GMM ou VFA).

- Les instruments de capitaux propres (actions et participations) peuvent être désignés sur option ligne à ligne selon la classification en juste valeur par capitaux propres (OCI). Le GACM a retenu cette classification pour l'ensemble de ses instruments de capitaux propres à l'exception de ceux en adossement de portefeuilles de passif comptabilisés selon le modèle VFA (épargne et retraite) qui sont comptabilisés en juste valeur par le résultat.
- Les autres instruments financiers, notamment les fonds et les dérivés, sont comptabilisés en juste valeur par le résultat, indépendamment des portefeuilles de contrats auquel ils sont adossés.

Pour les passifs financiers, la norme IFRS 9 reprend essentiellement les exigences actuelles d'IAS 39. Les passifs financiers sont comptabilisés par défaut au coût amorti, sauf option explicite pour une comptabilisation en juste valeur par la contrepartie du résultat. Le GACM opte pour la comptabilisation des dettes financières au coût amorti.

A la date de transition au 1^{er} janvier 2022, l'impact attendu du passage à IFRS9 est une variation des capitaux propres en lien avec la réévaluation en valeur de marché des titres antérieurement comptabilisés au coût amorti (HTM), qui seront classés en juste valeur par OCI avec IFRS9.

Dépréciation

La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes de crédit avérées, tel que l'exige le modèle de dépréciation dans la norme IAS39.

Le nouveau modèle distingue 3 niveaux : initialement, l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur un horizon de douze mois (niveau 1). En cas de dégradation significative de la qualité de crédit, la dépréciation du titre est calculée sur la base des pertes attendues à maturité (niveau 2). Le passage en niveau 3 est déclenché par la survenance d'un évènement de défaut, les pertes attendues à maturité continuent d'être provisionnées, mais de plus l'assiette de

calcul du produit d'intérêt est réduite : le taux d'intérêt effectif est appliqué au montant de l'instrument après dépréciation.

Modalités de calcul des dépréciations

Les instruments de dette simple (SPPI) sont dépréciés dès la date de transition sur la base :

- Niveau 1 : de la probabilité de défaut à l'horizon 12 mois si le profil de risque de l'émission ne s'est pas dégradé significativement depuis l'acquisition. Pour les titres sains, la probabilité de défaut retenue résulte de la notation des agences de notation à la date d'arrêt. Le caractère « *forward looking* » de la provision est ainsi avéré.
- Niveau 2 : de la probabilité de défaut à l'horizon de la date de remboursement si le profil de risque s'est dégradé significativement depuis la date d'acquisition. Le critère de déclenchement du passage de la provision en niveau 2 (« *Lifetime* ») a été défini sur la base de plus d'une note de dégradation.

Cependant, le GACM a retenu l'option ouverte par la norme IFRS9 de présumer que dès lors que le titre est noté en « Investment Grade » à la date d'arrêt, le passage en niveau 2 n'est pas applicable, indépendamment de l'ampleur de la baisse de notation depuis l'acquisition.

Le calcul de la provision en niveau 2 se base sur les statistiques de défaut historiques établies par les agences de notation pour les différentes strates de notation.

Ces provisions seront constituées par imputation sur les réserves consolidées à la date transition au 01 janvier 2022.

Comptabilité de couverture

IFRS 9 propose de nouveaux principes pour la comptabilité de couverture qui alignent le traitement comptable sur les activités de gestion des risques.

Interactions entre IFRS 17 et IFRS 9

Afin d'éviter les non concordances comptables lors de la première application d'IFRS 9 et d'IFRS 17, le GACM a retenu les options suivantes :

- Application d'IFRS 9 au 01 janvier 2023 avec présentation d'un comparatif au titre de l'exercice 2022, en cohérence avec la présentation obligatoire d'un comparatif 2022 pour la première application de la norme IFRS 17. Les dates de transition pour le passage aux normes IFRS 9 et IFRS 17 sont donc alignées au 01 janvier 2022.
- Le GACM opte pour l'application de l'approche dite par « superposition » (« *overlay* ») pour comptabiliser les cessions d'actifs sur l'exercice 2022, comme si ces cessions avaient été comptabilisées selon le référentiel IFRS 9. Cette option garantit que l'impact sur les capitaux propres à la date de transition au 01 janvier 2022 sera homogène entre l'actif en IFRS 9 et le passif en IFRS 17.

- Le GACM a retenu l'option OCI d'IFRS 17 pour la réévaluation au taux courant de ses passifs d'assurance relevant du modèle général (GMM) et du modèle simplifié (PAA), de façon cohérente avec le choix du modèle de gestion en juste valeur par capitaux propres pour les actifs obligataires SPPI en adossement de ces portefeuilles. Ainsi, les variations du taux de marché impacteront de façon cohérente l'actif et le passif par la contrepartie des capitaux propres OCI.
- L'option OCI a également été retenue pour la réévaluation des passifs du modèle VFA, en face des réévaluations des actifs obligataires SPPI comptabilisées par OCI. Les variations des capitaux propres OCI IFRS9 seront donc compensées par des variations symétriques du poste OCI IFRS17, pour un impact nul en capitaux propres.

Ces différentes options permettent d'éviter toute incohérence comptable entre les schémas de comptabilisation des variations de valeur du passif IFRS 17 et de l'actif IFRS 9 en adossement lorsque le taux de marché varie, et réduisent la volatilité du résultat IFRS 17.

Au 30 juin 2022, le GACM finalise les travaux d'élaboration du bilan à la date de transition (1er janvier 2022). Les travaux de calibrage étant actuellement en cours, les impacts chiffrés de l'application des normes IFRS 17 et IFRS 9 sur les états financiers consolidés du Groupe au cours de sa première période d'application (et en particulier l'impact sur les capitaux propres et le montant de la CSM à la date de transition) ne peuvent être raisonnablement estimés à ce stade.

4.3 Principes et méthodes comptables

4.3.1 Méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées à ces états financiers intermédiaires sont identiques à celles qui ont été appliquées aux états financiers consolidés du Groupe clos le 31 décembre 2021.

4.3.2 Recours aux jugements et à des estimations

En préparant ces états financiers intermédiaires, la Direction a exercé des jugements, effectué des estimations et fait des hypothèses ayant un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitude des estimations sont identiques à ceux décrits dans les derniers états financiers annuels.

4.4 Évènements postérieurs à la clôture

Néant.

4.5 Information sectorielle

4.5.1 Bilan sectoriel

	30/06/2022					
<i>(en milliers d'euros)</i>	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
Écarts d'acquisition	38 467	1 206	62 503	26 402	-	128 577
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	712	-	-	-	-	712
Autres immobilisations incorporelles	- 7 897	- 681	18 108	438	-	9 968
Actifs incorporels	31 282	525	80 611	26 840	-	139 258
Immobilier de placement	72 812	65	44 308	2 601 958	-	2 719 143
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-	-
Placements financiers - Actions et autres titres à revenus variables	25 610 265	1 881 653	245 245	1 003 554	- 2 045 695	26 695 022
Placements financiers - Immobilier	4 034 793	241 947	94 912	-	- 1 741 520	2 630 132
Placements financiers - Obligations	65 989 181	4 857 524	2 048 590	-	-	72 895 295
Placements financiers - Prêts et dépôts	8 719 189	533 163	27 759	-	- 10 069	9 270 042
Placements financiers en UC	16 069 319	-	350 323	-	-	16 419 642
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	46	-	-	-	-	46
Autres placements	- 44 235	16	- 21 997	66 029	187	-
Placements des activités d'assurance	120 451 370	7 514 368	2 789 140	3 671 541	- 3 797 097	130 629 322
Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	-	-	358 598	4 749 951	- 4 150 029	958 520
Investissements dans les entreprises mises en équivalence	-	-	13 515	-	-	13 515
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	5 901	523 664	112 476	-	- 262 609	379 432
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	2	1 405	45 257	119 371	-	166 035
Frais d'acquisitions reportés	-	51 172	14 940	-	- 7 120	58 992
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-	-
Impôts différés actifs	494 202	45 758	37 322	15 245	-	592 526
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	47 415	249 106	66 521	-	- 16 549	346 493
Créances nées des opérations de cession en réassurance	982	20 845	4 468	-	- 476	25 819
Créances d'impôt exigible	-	28 815	7 325	32 240	- 37 774	30 606
Autres créances	1 482 067	185 816	14 520	138 019	- 205 094	1 615 328
Autres actifs	2 024 668	582 917	190 353	304 875	- 267 013	2 835 799
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	154 415	1 056	41 861	87 215	-	284 547
TOTAL ACTIF	122 667 636	8 622 530	3 586 554	8 840 421	- 8 476 748	135 240 393

	30/06/2022					
	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Capital	-	-	-	1 241 035	-	1 241 035
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	1 154 349	-	1 154 349
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	- 172 167	- 120 687	- 66 549	279 274	-	- 80 129
Résultats cumulés	6 521 798	2 003 027	1 027 950	4 631 984	- 7 752 481	6 432 278
Résultat net consolidé de l'exercice	277 316	91 099	8 432	52 295	-	429 142
Capitaux propres du groupe	6 626 947	1 973 439	969 833	7 358 937	- 7 752 481	9 176 675
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	- 1	- 4 201	- 1 237	-	-	- 5 438
Résultats cumulés hors groupe	15	68 494	15 606	10 730	- 11 240	83 607
Résultat net hors groupe	1	3 239	306	118	-	3 664
Participations ne donnant pas le contrôle	15	67 533	14 675	10 848	- 11 240	81 832
Capitaux propres totaux	6 626 962	2 040 972	984 508	7 369 785	- 7 763 721	9 258 507
Provisions pour risques et charges	40 224	4 332	8 813	- 3 024	-	50 345
Dettes subordonnées	808 031	-	-	747 618	-	1 555 649
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	-	-	-	201 334	-	201 334
Autres dettes de financement	8 796 107	522 725	13 938	206 239	- 173 444	9 365 565
Dettes de financement	9 604 138	522 725	13 938	1 155 191	- 173 444	11 122 548
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	<i>4 802 281</i>	<i>5 665 296</i>	<i>587 249</i>	<i>-</i>	<i>- 263 515</i>	<i>10 791 312</i>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	<i>16 027 909</i>	<i>-</i>	<i>350 431</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>16 378 340</i>
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	20 830 190	5 665 296	937 680	-	- 263 515	27 169 652
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	<i>82 057 226</i>	<i>-</i>	<i>1 478 699</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>83 535 925</i>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Passifs relatifs à des contrats financiers en UC</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	82 057 226	-	1 478 699	-	-	83 535 925
Instruments dérivés séparés sur contrats	143 055	9 397	-	-	-	152 452
Participation aux bénéfices différée passive	2 873 389	13 432	- 12 111	69 792	-	2 944 502
Passifs relatifs aux contrats	105 903 860	5 688 125	2 404 268	69 792	- 263 515	113 802 530
Ressources des activités du secteur bancaire	-	-	-	-	-	-
Impôts différés passifs	-	-	- 1	1	-	-
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	-	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	-	-	-	-	-	-
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	178 106	54 084	33 276	-	- 2 246	263 220
Dettes nées des opérations de réassurance cédée	450	154 766	5 474	-	- 25 313	135 377
Dettes d'impôt exigible	7 514	90	3 996	30 477	- 37 774	4 303
Instruments dérivés passifs	-	-	-	-	-	-
Comptes courants créditeurs	219 249	6 470	4	145	-	225 868
Autres dettes	87 131	150 966	132 278	218 055	- 210 735	377 695
Autres passifs	492 450	366 376	175 027	248 678	- 276 068	1 006 463
Passif des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF	122 667 636	8 622 530	3 586 554	8 840 421	- 8 476 748	135 240 393

	31/12/2021					
<i>(en milliers d'euros)</i>	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
Écarts d'acquisition	38 467	1 206	63 403	26 402	-	129 477
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	712	-	-	-	-	712
Autres immobilisations incorporelles	- 7 897	- 681	18 188	438	-	10 048
Actifs incorporels	31 282	525	81 591	26 840	-	140 238
Immobilier de placement	73 779	65	44 523	2 608 996	-	2 727 363
Immobilier de placement en UC	-	-	-	-	-	-
Placements financiers - Actions et autres titres à revenus variables	28 965 375	2 142 519	290 087	-	- 1 145 695	30 252 286
Placements financiers - Immobilier	4 119 905	239 860	118 869	-	- 1 725 379	2 753 255
Placements financiers - Obligations	74 238 060	5 387 735	2 306 294	-	-	81 932 089
Placements financiers - Prêts et dépôts	8 088 179	386 864	37 503	-	- 10 356	8 502 190
Placements financiers en UC	17 710 191	-	386 260	-	-	18 096 451
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-	-
Autres placements	- 28 094	16	- 21 997	49 888	187	-
Placements des activités d'assurance	133 167 395	8 157 059	3 161 539	2 658 884	- 2 881 243	144 263 634
Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	-	-	358 699	4 380 086	- 4 149 946	588 839
Investissements dans les entreprises mises en équivalence	-	-	15 582	-	-	15 582
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	5 836	474 257	107 289	-	- 257 385	329 997
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	2	1 499	46 222	117 747	-	165 470
Frais d'acquisitions reportés	-	41 776	13 498	-	- 5 358	49 916
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-	-	-
Impôts différés actifs	-	-	24 144	4 706	-	28 851
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	51 562	243 913	64 587	-	- 22 424	337 638
Créances nées des opérations de cession en réassurance	158	7 074	3 815	-	- 262	10 785
Créances d'impôt exigible	73	2 564	5 811	17 047	- 19 644	5 851
Autres créances	680 641	57 682	15 889	149 628	- 219 807	684 033
Autres actifs	732 436	354 508	173 966	289 128	- 267 495	1 282 543
Actifs destinés à la vente et abandons d'activités	-	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135 618	1 152	33 869	392 113	-	562 752
TOTAL ACTIF	134 072 567	8 987 501	3 932 535	7 747 051	- 7 556 069	147 183 585

	31/12/2021					
	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Capital	-	-	-	1 241 035	-	1 241 035
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	1 154 349	-	1 154 349
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	992 604	504 598	49 887	248 440	-	1 795 529
Résultats cumulés	6 379 985	1 745 067	1 006 978	3 654 452	- 6 838 691	5 947 790
Résultat net consolidé de l'exercice	542 185	257 900	20 647	63 785	-	884 518
Capitaux propres du groupe	7 914 774	2 507 565	1 077 512	6 362 061	- 6 838 691	11 023 221
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	2	17 823	1 171	-	-	18 997
Résultats cumulés hors groupe	15	59 305	14 750	8 105	- 8 803	73 373
Résultat net hors groupe	1	9 247	855	189	-	10 293
Participations ne donnant pas le contrôle	19	86 376	16 777	8 294	- 8 803	102 663
Capitaux propres totaux	7 914 793	2 593 941	1 094 289	6 370 355	- 6 847 495	11 125 883
Provisions pour risques et charges	47 284	3 739	11 874	- 4 182	-	58 715
Dettes subordonnées	806 058	-	-	747 399	-	1 553 457
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	-	-	-	201 334	-	201 334
Autres dettes de financement	8 670 334	376 724	14 624	207 055	- 173 446	9 095 291
Dettes de financement	9 476 392	376 724	14 624	1 155 788	- 173 446	10 850 082
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	<i>4 770 380</i>	<i>5 450 245</i>	<i>601 158</i>	<i>-</i>	<i>- 258 306</i>	<i>10 563 478</i>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	<i>17 639 140</i>	<i>-</i>	<i>386 318</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>18 025 458</i>
Passifs techniques relatifs à des contrats	22 409 520	5 450 245	987 476	-	- 258 306	28 588 936
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	<i>81 677 897</i>	<i>-</i>	<i>1 515 433</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>83 193 330</i>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Passifs relatifs à des contrats financiers en UC</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Passifs techniques relatifs à des contrats	81 677 897	-	1 515 433	-	-	83 193 330
Instruments dérivés séparés sur contrats	103 640	5 586	-	-	-	109 226
Participation aux bénéfices différée passive	12 284 730	14 881	115 660	-	-	12 415 271
Passifs relatifs aux contrats	116 475 788	5 470 712	2 618 569	-	- 258 306	124 306 763
Ressources des activités du secteur bancaire	-	-	-	-	-	-
Impôts différés passifs	7 727	165 998	25 463	- 13 250	-	185 939
Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	-	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	-	-	-	-	-	-
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	58 966	49 549	38 982	-	- 2 577	144 920
Dettes nées des opérations de réassurance cédée	1 743	158 108	4 949	-	- 31 581	133 219
Dettes d'impôt exigible	2 734	10 407	4 485	18 863	- 19 643	16 846
Instruments dérivés passifs	-	-	-	-	-	-
Comptes courants créditeurs	195	1 371	10	-	-	1 576
Autres dettes	86 944	156 952	119 290	219 477	- 223 021	359 642
Autres passifs	158 310	542 385	193 179	225 090	- 276 822	842 142
Passif des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIF	134 072 567	8 987 501	3 932 535	7 747 051	- 7 556 069	147 183 585

4.5.2 Compte de résultat sectoriel

	30/06/2022					
(en milliers d'euros)	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
<i>Primes émises</i>	4 394 251	2 044 768	310 907	-	- 115 961	6 633 965
<i>Variation des primes non acquises</i>	- 115	- 41 741	- 13 142	-	5 086	- 49 912
Primes acquises	4 394 136	2 003 027	297 765	-	- 110 875	6 584 053
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	-	-	15 235	58 371	- 13 157	60 449
Autres produits et charges d'exploitation	- 41 873	- 1 666	- 5 213	-	- 376	- 49 128
<i>Produits des placements</i>	1 317 412	77 011	34 454	19 370	- 891	1 447 356
<i>Charges des placements</i>	- 25 830	- 2 473	- 10 407	- 79	557	- 38 232
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	127 982	12 612	- 22 051	32	-	118 575
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	- 2 901 377	- 30 592	- 45 644	86 970	-	- 2 890 643
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	- 58 446	- 5 041	537	-	-	- 62 950
Produits des placements nets de charges	- 1 540 259	51 517	- 43 111	106 293	- 334	- 1 425 894
Charges des prestations des contrats	- 1 848 199	- 1 512 319	- 147 589	- 69 792	80 700	- 3 497 199
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	- 1 789	- 130 392	- 32 836	-	110 563	- 54 454
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	1 437	151 894	33 670	-	- 108 794	78 207
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	- 352	21 502	834	-	1 769	23 753
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-	-	- 16 045	- 30 879	2 757	- 44 167
Frais d'acquisition des contrats	- 352 063	- 344 854	- 76 862	-	9 276	- 764 503
Amortissement des valeurs de portefeuilles et assimilés	-	-	- 900	-	-	- 900
Frais d'administration	- 258 161	- 85 429	- 14 973	-	35 775	- 322 788
Autres produits opérationnels courants	-	-	7 214	- 412	- 6 490	312
Autres charges opérationnelles courantes	-	-	- 6 831	- 285	955	- 6 161
Résultat opérationnel courant	353 229	131 778	9 524	63 296	-	557 827
Autres produits opérationnels	258	98	185	1 012	-	1 553
Autres charges opérationnelles	- 2 367	- 1 350	- 601	- 1 206	-	- 5 524
Résultat opérationnel	351 120	130 526	9 108	63 102	-	553 856
Charge de financement	- 13 530	-	-	- 7 138	-	- 20 668
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-	-	1 423	-	-	1 423
Impôt sur les résultats	- 60 274	- 36 188	- 1 793	- 3 551	-	- 101 805
Résultat après impôt des activités discontinues	-	-	-	-	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	277 316	94 338	8 738	52 413	-	432 806
Participations ne donnant pas le contrôle	- 1	- 3 239	- 306	- 118	-	- 3 664
Résultat net (part du groupe)	277 316	91 099	8 432	52 295	-	429 142

	30/06/2021					
(en milliers d'euros)	Vie France	Non-Vie France	International	Autres activités France	Intra-groupes	Total
<i>Primes émises</i>	3 966 711	1 984 530	281 322	-	- 116 880	6 115 683
<i>Variation des primes non acquises</i>	- 193	- 41 802	- 11 954	-	4 955	- 48 994
Primes acquises	3 966 518	1 942 728	269 368	-	- 111 925	6 066 689
Produit net bancaire, net du coût du risque	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	-	-	15 421	63 934	- 13 514	65 841
Autres produits et charges d'exploitation	- 37 081	- 4 729	- 3 628	-	- 797	- 46 235
<i>Produits des placements</i>	1 339 279	75 960	36 850	2 274	- 1 588	1 452 775
<i>Charges des placements</i>	- 19 891	- 2 835	- 8 981	- 529	1 186	- 31 050
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	1 327 040	19 489	1 052	-	-	1 347 581
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	201 895	21 913	17 408	-	-	241 216
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	- 21 153	- 1 256	272	-	-	- 22 137
Produits des placements nets de charges	2 827 170	113 271	46 601	1 745	- 402	2 988 385
Charges des prestations des contrats	- 5 742 967	- 1 337 986	- 209 566	-	87 704	- 7 202 815
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	- 1 857	- 134 232	- 31 142	-	111 812	- 55 419
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	104	97 065	30 890	-	- 116 125	11 934
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	- 1 753	- 37 167	- 252	-	- 4 313	- 43 485
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	-	-
Charges des autres activités	-	-	- 15 775	- 37 124	2 441	- 50 458
Frais d'acquisition des contrats	- 324 618	- 304 911	- 73 313	-	9 139	- 693 703
Amortissement des valeurs de portefeuilles et assimilés	- 1 310	-	- 900	-	-	- 2 210
Frais d'administration	- 233 824	- 78 810	- 14 622	-	36 587	- 290 669
Autres produits opérationnels courants	1	-	6 776	533	- 5 826	1 484
Autres charges opérationnelles courantes	-	-	- 6 815	- 891	906	- 6 800
Résultat opérationnel courant	452 136	292 396	13 295	28 197	-	786 024
Autres produits opérationnels	596	243	288	19 430	-	20 557
Autres charges opérationnelles	- 225	- 662	- 844	- 9 180	-	- 10 911
Résultat opérationnel	452 507	291 977	12 739	38 447	-	795 670
Charge de financement	- 11 396	-	-	-	-	- 11 396
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-	-	1 253	-	-	1 253
Impôt sur les résultats	- 142 993	- 84 172	- 3 042	- 5 306	-	- 235 512
Résultat après impôt des activités discontinues	-	-	-	-	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	298 118	207 805	10 950	33 141	-	550 015
Participations ne donnant pas le contrôle	- 1	- 7 184	- 289	- 102	-	- 7 576
Résultat net (part du groupe)	298 117	200 622	10 661	33 039	-	542 439

4.6 Notes relatives au bilan

4.6.1 Écarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021	Augmentation	Diminution	Perte de valeur	Écarts de conversion	30/06/2022
Valeur nette						
Vie France	38 467	-	-	-	-	38 467
Non-Vie France	1 205	-	-	-	-	1 205
International	63 403	-	-	- 900	-	62 503
Autres activités (Foncière Masséna & Procourtage)	26 402	-	-	-	-	26 402
Total	129 477	-	-	- 900	-	128 577

La décomposition des écarts d'acquisition par unités génératrices de trésorerie est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Valeur nette		
SÉRÉNIS ASSURANCES SA	1 205	1 205
PROCOURTAGE SAS	183	183
ACM VIE SA	38 467	38 467
FONCIÈRE MASSÉNA SA	26 219	26 219
PARTNERS ASSURANCES SA	4 999	4 999
GACM SEGUROS, COMPAÑÍA DE SEGUROS Y REASEGUROS, SAU	44 755	45 655
AGRUPACIÓ AMCI D'ASSEGURANCES I REASSEGURANCES SA	11 553	11 553
ATLANTIS VIDA, COMPAÑÍA DE SEGUROS Y REASEGUROS SA	1 196	1 196
Total	128 577	129 477

4.6.2 Valeurs de portefeuilles et autres immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021	Acquisitions / Dotations	Cessions / Diminutions	30/06/2022
Valeurs des portefeuilles	45 370	-	-	45 370
Fonds de commerce	12 755	-	-	12 755
Droit au bail	418	-	-	418
Cessions et droits similaires	2 653	-	-	2 653
Autres	20 448	-	-	20 448
Valeur brute	81 645	-	-	81 645
Amortissements valeurs de portefeuilles	- 44 658	-	-	- 44 658
Fonds de commerce	- 3 418	-	-	- 3 418
Droit au bail	-	-	-	-
Cessions et droits similaires	- 2 451	- 51	-	- 2 502
Autres	- 20 357	- 29	-	- 20 386
Amortissements et dépréciations	- 70 884	- 80	-	- 70 964
Autres immobilisations incorporelles nettes	10 760	- 80	-	10 680

4.6.3 Juste valeur des immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Valeur au bilan	2 719 143	2 727 363
Valeur de marché	3 776 703	3 767 607
Plus ou moins-value nette sur immeubles de placement	1 057 560	1 040 244

La valeur de marché des immeubles de placement correspond au coût établi « à dire d'expert » (niveau 2).

La valeur de marché n'a pas fait l'objet d'une actualisation pour les comptes intermédiaires (hormis pour les immeubles en cours de construction et les immeubles cédés).

4.6.4 Placements financiers par nature

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté. Celles-ci sont donc susceptibles d'évoluer dans le temps en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Actions et autres titres à revenus variables	18 206 212	18 206 212
Placements financiers - immobiliers	672 500	672 500
Obligations et autres titres à revenus fixes	64 969 700	64 969 700
Actifs disponibles à la vente	83 848 412	83 848 412
Placements financiers - immobiliers	530 564	532 644
Obligations et autres titres à revenus fixes	6 032 303	6 091 482
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	6 562 867	6 624 125
Actions et autres titres à revenus variables (1)	8 488 809	8 488 809
Placements financiers - immobiliers	1 427 068	1 427 068
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 893 293	1 893 293
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option	11 809 170	11 809 170
Prêts et créances	9 270 042	9 270 042
Placements financiers	111 490 491	111 551 749
Immobiliers de placement (comptabilisés au coût historique)	2 719 143	3 776 703
Instruments dérivés	46	46
Placements du fonds général (A)	114 209 680	115 328 498
Placements des contrats en unités de compte (B)	16 419 642	16 419 642
Total (A) + (B) (2)	130 629 322	131 748 140

(1) Dont OPCVM monétaires : 2 270 438 milliers d'euros.

(2) Dont produits structurés : 5 585 271 milliers d'euros (en juste valeur).

Les placements financiers en unités de compte se décomposent de la manière suivante :

	30/06/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette
Placements immobiliers	1 089 395
Valeurs amortissables et assimilées	2 524 515
Actions	150 733
OPCVM actions	7 253 209
OPCVM obligataires	1 250 888
Autres OPCVM	4 150 902
Total	16 419 642

4.6.5 Instruments financiers comptabilisés au coût amorti au bilan, valorisés à la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre les participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'*exit price*).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes, en raison de l'évolution des conditions de marchés ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des

incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des instruments financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13 :

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur un marché actif ;
- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1 ;
- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

	30/06/2022		Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :
	Valeur au bilan	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Prêts et créances	9 270 042	9 270 042	-	9 270 042	-
Prêts	19 251	19 251		19 251	
Avances et dépôts	53 629	53 629		53 629	
Autres prêts et créances	9 197 162	9 197 162		9 197 162	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 562 867	6 624 125	5 981 053	643 072	-
Placements financiers - immobiliers *	530 564	532 644		532 644	
Effets publics et valeurs assimilées	5 264 311	5 360 872	5 266 444	94 428	
Obligations et autres titres à revenus fixes	767 992	730 609	714 609	16 000	
Total	15 832 909	15 894 167	5 981 053	9 913 114	-

* Prêts ou avances consentis à des sociétés immobilières filiales du groupe.

4.6.6 Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

	30/06/2022			
	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables :	Valorisation fondée sur des données non observables :	Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs disponibles à la vente	77 335 216	4 916 228	1 596 968	83 848 412
Actions et autres titres à revenus variables	13 140 224	3 469 124	1 596 864	18 206 212
Placements financiers - immobiliers	44 623	627 773	104	672 500
Obligations et autres titres à revenus fixes	64 150 368	819 331		64 969 700
Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option (hors UC)	5 670 212	6 138 958	-	11 809 170
Actions et autres titres à revenus variables	5 467 599	3 021 209		8 488 809
Placements financiers - immobiliers	1 233	1 425 835		1 427 068
Obligations et autres titres à revenus fixes	201 380	1 691 913		1 893 293
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option UC	12 754 069	3 665 573	-	16 419 642
Actions et autres titres à revenus variables	12 752 775	51 663		12 804 438
Placements financiers - immobiliers	947	1 089 395		1 090 342
Obligations et autres titres à revenus fixes	347	2 524 515		2 524 862
Immobilier de placement UC				
Instruments dérivés		46		46
Total des actifs évalués à la juste valeur	95 759 496	14 720 805	1 596 968	112 077 270
Transferts issus du Niveau 1				-
Transferts issus du Niveau 2	60 276			60 276
Transferts issus du Niveau 3				-
Total des transferts vers chacun des niveaux	60 276	-	-	60 276

(*) Titres de sociétés immobilières filiales du groupe.

4.6.7 Variations du solde des actifs financiers disponibles à la vente valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actions et autres titres à revenus variables	Placements financiers immobiliers	Obligations et autres titres à revenus fixes	Total des actifs disponibles à la vente
Solde au 31 décembre 2021	1 311 686	37	-	1 311 724
Gains et pertes de la période :	285 342	66	-	285 408
- Comptabilisés par résultat				-
- Comptabilisés en autres éléments du résultat global	285 342	66		285 408
Achats de la période	12	-		12
Ventes de la période	- 176			- 176
Émissions de la période				-
Dénouements de la période				-
Transferts	-	-	-	-
- vers niveau 3		-		-
- hors niveau 3	-	-		-
Variation de périmètre				-
Solde au 30 juin 2022	1 596 864	104	-	1 596 968

4.6.8 Provision pour dépréciation des actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021	Variation de périmètre	Dotations / Hausses	Reprises / Diminutions	Écarts de conversion	Autres variations	30/06/2022
Dépréciations sur titres détenus jusqu'à l'échéance			-	-			
Dépréciations des actions et autres titres à revenus variables	- 985 641		- 64 405	73 159			- 976 887
Dépréciations des placements financiers immobiliers	- 2 954		-	-			- 2 954
Dépréciations des obligations et autres titres à revenus fixes	- 21 483		-	-			- 21 483
Dépréciations sur actifs disponibles à la vente	- 1 010 079	-	- 64 405	73 159	-	-	- 1 001 324
Dépréciations sur immeubles de placement (coût amorti)	- 20 986			916			- 20 070
Dépréciations sur prêts et créances	- 210			-			- 210
Dépréciations sur autres actifs financiers	- 21 196	-	-	916	-	-	- 20 280
Total des dépréciations	- 1 031 275	-	- 64 405	74 075	-	-	- 1 021 604

4.6.9 Investissements dans les entreprises mises en équivalence

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur de mise en équivalence		
	30/06/2022	31/12/2021	% d'intérêt
ASTREE SA	13 515	15 582	30,00 %
Total	13 515	15 582	

4.6.10 Actifs et passifs d'impôt courants et différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Créances d'impôt exigible	30 606	5 851
Impôts différés actifs	592 526	28 851
Total actifs d'impôt courants et différés	623 132	34 702
Dettes d'impôt exigible	4 303	16 846
Impôts différés passifs	-	185 939
Total passifs d'impôt courants et différés	4 303	202 785
Total impôts différés nets	592 526	- 157 088

Cette présentation tient compte de la compensation des impôts différés liés à l'intégration fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés par nature se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022		31/12/2021	
	Réserves	Résultat	Réserves	Résultat
Réévaluation des instruments financiers	149 771	- 340 171	- 3 007 737	- 382 140
Participation aux bénéfices sur réévaluation des instruments financiers	130 755	293 428	2 572 103	325 564
Retraitement des provisions techniques		199 834	-	194 414
Impôts différés sociaux		12 759		15 029
Décalages temporaires comptables-fiscaux		112 380		108 819
Autres retraitements de consolidation	6 036	27 734	8 615	8 246
Total impôts différés nets	286 563	305 964	- 427 019	269 931

4.6.11 Capital social au 30/06/2022

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de votes
BFCM	40 064 773	50,04 %	50,04 %
CIC	12 862 172	16,06 %	16,06 %
CFCM Nord Europe	8 181 455	10,22 %	10,22 %
CFCM Maine-Anjou, Basse Normandie	5 920 499	7,39 %	7,39 %
CRCM Loire-Atlantique, Centre-Ouest	4 330 811	5,41 %	5,41 %
CFCM Océan	2 307 412	2,88 %	2,88 %
CRCM Anjou	1 499 147	1,87 %	1,87 %
CRCM Centre	1 184 093	1,48 %	1,48 %
CRCM Midi Atlantique	927 374	1,16 %	1,16 %
CRCM Ile-de-France	558 386	0,70 %	0,70 %
CRCM Normandie	547 203	0,68 %	0,68 %
CRCM Savoie - Mont Blanc	499 894	0,62 %	0,62 %
CCM Sud Est	445 061	0,56 %	0,56 %
CRCM Méditerranée	435 034	0,54 %	0,54 %
CRCM Dauphiné Vivarais	303 452	0,38 %	0,38 %
Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	1	-	-
Divers	1	-	-
Total	80 066 768	100,00 %	100,00 %

Le GACM SA n'a émis aucune action de préférence.

4.6.12 Résultat par action

	30/06/2022	30/06/2021
Résultat net part du groupe de la période (en milliers d'euros)	429 142	542 439
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	80 066 768	80 066 768
Résultat par action* (en euros)	5,36	6,77

* *identique au Résultat dilué.*

4.6.13 Dividendes

Conformément à l'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2022, un dividende global de 400 334 milliers d'euros a été distribué.

	30/06/2022
Dividende ordinaire par action (en euros)	5,00
Dividende exceptionnel par action (en euros)	-
Dividende global (en milliers d'euros)	400 334

4.6.14 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Dotations	Reprises	Reclassement	30/06/2022
Risques	4 921		- 1 658		3 263
Contentieux clients	2 919	2 445			5 364
Engagements sociaux *	50 875		- 9 157		41 718
Redressement fiscal	-				-
Total	58 715	2 445	- 10 815	-	50 345

* L'évolution des engagements sociaux à la baisse est imputable à la hausse sur le premier semestre du taux d'actualisation de référence (Taux IBOXX AA 10+)

4.6.15 Dettes de financement

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Dettes relatives aux sociétés du groupe *	3 136 105	2 566 495
Dettes relatives aux sociétés avec lien de participation	109	109
Dettes relatives aux autres activités	19 018	18 422
Dettes subordonnées	1 555 649	1 553 457
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire **	201 334	201 334
Autres	6 210 333	6 510 265
<i>dont dettes liées aux opérations de pension</i>	<i>6 182 687</i>	<i>6 480 501</i>
<i>dont IFRS 16 - obligation locative</i>	<i>26 869</i>	<i>29 014</i>
Total	11 122 548	10 850 082

* Il s'agit essentiellement de dettes à court terme et non exposées au risque de taux.

** Il s'agit d'emprunts bancaires souscrits par des sociétés immobilières du groupe.

Le détail des dettes subordonnées est présenté ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2014	2021
Nature	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable
Date d'émission	04/06/2014	21/10/2021
ISIN	FR0011947720	FR0014006144
Cotation	Euronext Paris	Euronext Growth Paris
Durée	10 ans	20,5 ans
Devise	Euro	Euro
Montant	150 000	750 000
Nombre de titres	1 500	7 500
Nominal	100	100
Taux nominal	4,63 %	Fixe jusqu'au 21 Avril 2032 à 1,85% Variable à Euribor 3 mois + 2,65 % au-delà
Prix de remboursement	Nominal	Nominal
Frais d'émission (à l'émission)	800	3 661
Prime de remboursement (à l'émission)	-	1 740
Amortissement	Remboursement au pair le 4 juin 2024	Remboursement au pair le 21 Avril 2042 Possibilité de remboursement à 10 ans
Dérivés associés	Néant	Néant

<i>(en milliers d'euros)</i>	2015	2016	2019
Nature	Dettes subordonnées	Dettes subordonnées	Dettes subordonnées
Date d'émission	04/12/2015	23/03/2016	18/12/2019
ISIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Cotation	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Durée	10 ans	10 ans	10 ans
Devise	Euro	Euro	Euro
Montant	100 000	50 000	500 000
Nombre de titres	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Nominal	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Taux nominal	3,85 %	3,65 %	1,82 %
Prix de remboursement	Nominal	Nominal	Nominal
Frais d'émission	-	-	-
Prime de remboursement	-	-	-
Amortissement	Remboursement au pair le 4 décembre 2025	Remboursement au pair le 23 mars 2026	Remboursement au pair le 18 décembre 2029
Dérivés associés	Néant	Néant	Néant

4.6.16 Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance

	30/06/2022	31/12/2021
(en milliers d'euros)	Nets de réassurance	Nets de réassurance
Provisions pour primes non acquises	347 190	299 639
Provisions pour sinistres à payer	4 173 759	4 084 605
Provisions pour participation aux bénéfices	4 198	6 055
Provisions mathématiques des rentes	327 278	313 512
Provisions pour risques croissants	766 841	733 139
Prévisions de recours à encaisser	- 189 610	- 191 116
Provisions pour risques en cours	57 864	74 067
Autres provisions techniques	6 902	6 742
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance non-vie	5 494 422	5 326 643
Provisions pour sinistres à payer	308 026	307 402
Provisions mathématiques	4 607 105	4 598 153
Autres provisions techniques	2 327	1 283
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance vie	4 917 458	4 906 838
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré	16 378 340	18 025 458
Total passifs techniques des contrats d'assurance	26 790 220	28 258 939

4.6.17 Passifs relatifs aux contrats financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
	Nets de réassurance	Nets de réassurance
Provisions mathématiques	14 551	14 551
Provisions mathématiques épargne	76 282 924	76 608 453
Provisions pour sinistres à payer	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices	7 133 059	6 459 189
<i>dont provision pour participation aux excédents</i>	6 492 372	6 238 004
Provisions globales de gestion	105 391	111 137
Provisions mathématiques des rentes	-	-
Autres provisions techniques	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros avec participation discrétionnaire	83 535 925	83 193 330
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement en euros sans participation discrétionnaire	-	-
Passifs techniques relatifs à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré	-	-
Total passifs techniques des contrats financiers	83 535 925	83 193 330

4.6.18 Participation aux bénéfices différée nette

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Participation aux bénéfices différée - réévaluation des actifs comptabilisés à la juste valeur par résultat	1 136 631	1 261 736
Participation aux bénéfices différée - réévaluation des actifs comptabilisés à la juste valeur par réserves (titres disponibles à la vente)	504 907	9 959 720
Participation aux bénéfices différée - autres retraitements	1 302 963	1 193 815
Total participation aux bénéfices différée passive	2 944 502	12 415 271

4.7 Notes relatives au compte de résultat

4.7.1 Analyse du chiffre d'affaires par segment d'activité

	30/06/2022	30/06/2021 *	Variation
(en milliers d'euros)	Valeur brute	Valeur brute	2022 / 2021
Épargne	3 361 937	2 992 811	12,3 %
Retraite	210 376	166 907	26,0 %
Épargne / Retraite	3 572 313	3 159 718	13,1 %
<i>dont collecte brute en euros</i>	2 194 736	1 643 329	33,6 %
<i>dont collecte brute en unités de compte</i>	1 377 577	1 516 389	- 9,2 %
Maintien de revenus et autres décès	151 044	145 977	3,5 %
Obsèques	54 976	53 688	2,4 %
Dépendance	17 086	17 587	- 2,8 %
Garantie des accidents de la vie (GAV)	49 673	47 684	4,2 %
Santé	481 791	477 849	0,8 %
Emprunteurs	945 656	889 007	6,4 %
Autres prévoyances	81 019	78 270	3,5 %
Prévoyance / Santé / Emprunteur	1 781 246	1 710 061	4,2 %
Habitation	407 810	388 422	5,0 %
Automobile	672 774	664 572	1,2 %
Locaux, biens et activités professionnelles	40 687	36 727	10,8 %
Autres	146 672	144 930	1,2 %
Assurance dommages	1 267 944	1 234 651	2,7 %
Cautions	286	714	- 59,9 %
Acceptations	12 176	10 538	15,5 %
Total des primes émises	6 633 965	6 115 683	8,5 %
<i>dont primes émises assurance vie</i>	4 452 669	4 001 538	
<i>dont primes émises assurance non-vie</i>	2 181 297	2 114 145	

* Les éléments présentés tiennent compte de la granularité par segment d'activité du 30 juin 2022.

4.7.2 Produits des placements nets de charges des placements

	30/06/2022					
<i>(en milliers d'euros)</i>	Revenus des placements	Charges des placements	Plus et moins-values réalisées nettes reprises et provisions	Variation des provisions sur placements	Variation des justes valeurs	Total
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	80 216	- 2	-	-		80 214
Actifs disponibles à la vente	1 019 646	- 8 011	255 284	- 63 601		1 203 319
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	229 468		- 157 753		- 2 846 829	- 2 775 114
Immeubles de placement	4 829		-	124		4 953
Prêts et créances	16 658	- 1 274	21 012	-		36 396
Instruments dérivés	1 805	- 4 634			- 43 814	- 46 643
Investissements dans les entreprises associées	-		-	-		-
Autres	94 734	- 24 311	32	527		70 981
Total	1 447 356	- 38 232	118 575	- 62 950	- 2 890 643	- 1 425 894

	30/06/2021					
<i>(en milliers d'euros)</i>	Revenus des placements	Charges des placements	Plus et moins-values réalisées nettes reprises et provisions	Variation des provisions sur placements	Variation des justes valeurs	Total
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	103 246	- 16	-	-		103 230
Actifs disponibles à la vente	1 069 084	- 6 164	78 553	- 21 371		1 120 102
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	143 484		1 267 979		291 440	1 702 903
Immeubles de placement	4 691		-	- 866		3 825
Prêts et créances	17 846	- 1 982	1 049	3		16 916
Instruments dérivés	31 141	- 4 765			- 50 224	- 23 848
Investissements dans les entreprises associées	-		-			-
Autres	83 283	- 18 123	-	97		65 257
Total	1 452 775	- 31 050	1 347 581	- 22 137	241 216	2 988 385

4.7.3 Charges de prestation des contrats

	30/06/2022			
	Contrats d'assurance Vie France	Contrats d'assurance Non-Vie France	Contrats d'assurance International	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Charges des prestations	- 3 013 885	- 1 264 242	- 262 097	- 4 540 224
Variations des provisions d'assurance	1 808 737	- 172 039	98 802	1 735 500
Variations des provisions pour participation aux bénéfices	- 599 887	65	20 571	- 579 251
Variations des provisions pour participation aux bénéfices différée	- 112 957	1 449	-	- 111 508
Variations des autres provisions techniques	-	- 1 235	- 481	- 1 716
Total	- 1 917 992	- 1 436 002	- 143 205	- 3 497 199

	30/06/2021			
	Contrats d'assurance Vie France	Contrats d'assurance Non-Vie France	Contrats d'assurance International	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Charges des prestations	- 3 054 589	- 1 164 567	- 298 467	- 4 517 623
Variations des provisions d'assurance	- 1 703 116	- 95 634	94 717	- 1 704 033
Variations des provisions pour participation aux bénéfices	- 972 162	- 383	- 265	- 972 810
Variations des provisions pour participation aux bénéfices différée	- 13 059	- 2 196	-	- 15 255
Variations des autres provisions techniques	-	7 936	- 1 030	6 906
Total	- 5 742 926	- 1 254 844	- 205 045	- 7 202 815

4.7.4 Charge d'impôt

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée au titre de chaque période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle. Les montants à payer au titre de l'impôt sur le résultat d'une période intermédiaire peuvent devoir être ajustés lors d'une période intermédiaire ultérieure du même exercice si l'estimation relative au taux d'impôt annuel change.

Les taux d'impôts retenus sont ceux applicables dans chaque pays.

Pour la période de six mois prenant fin au 30 juin 2022, le taux d'impôt courant du Groupe pour les entités françaises s'élève à 25,83 %, y compris contribution sociale (pour la période de six mois prenant fin au 30 juin 2021 : 28,41 %).

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	30/06/2021
Impôts courants	- 139 244	- 204 327
Impôts différés	37 439	- 31 185
Total	- 101 805	- 235 512

4.8 Périmètre

Périmètre de consolidation du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel	Pays	Méthode de consolidation	30/06/2022		31/12/2021	
			Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt
Société mère						
GACM SA	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Sociétés d'assurance						
ACM IARD SA	France	Globale (IG)	96,5 %	96,5 %	96,5 %	96,5 %
ACM VIE SAM	France	Globale (IG)	100,0 %	-	100,0 %	-
ACM VIE SA	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
MTRL	France	Globale (IG)	100,0 %	-	100,0 %	-
SÉRÉNIS ASSURANCES SA	France	Globale (IG)	99,9 %	99,9 %	99,8 %	99,8 %
PARTNERS ASSURANCES SA	Belgique	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
NELB SA	Belgique	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
AGRUPACIÓ AMCI D'ASSEGURANCES I REASSEGURANCES SA	Espagne	Globale (IG)	95,2 %	95,2 %	95,2 %	95,2 %
ATLANTIS VIDA, COMPAÑIA DE SEGUROS Y REASEGUROS SA	Espagne	Globale (IG)	88,1 %	89,8 %	88,1 %	89,8 %
GACM SEGUROS GENERALES COMPAÑIA DE SEGUROS Y REASEGUROS, SAU	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
ICM LIFE SA	Luxembourg	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
ASTREE SA	Tunisie	MEE	30,0 %	30,0 %	30,0 %	30,0 %
Autres sociétés						
ACM SERVICES SA	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
GIE ACM	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
ACM CAPITAL*	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %		
PROCOURTAGE SAS	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
AGRUPACIÓ SERVEIS ADMINISTRATIUS AIE	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	95,2 %	100,0 %	95,2 %
AMDIF SL	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	95,2 %	100,0 %	95,2 %
ASESORAMIENTO EN SEGUROS Y PREVISIÓN ATLANTIS, SL	Espagne	Globale (IG)	80,0 %	80,0 %	80,0 %	80,0 %
ASISTENCIA AVANÇADA BCN SL	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	95,2 %	100,0 %	95,2 %
ATLANTIS ASESORES SL	Espagne	Globale (IG)	80,0 %	80,0 %	80,0 %	80,0 %
ATLANTIS CORREDURIA DE SEGUROS Y CONSULTORIA ACTUARIAL, SA	Espagne	Globale (IG)	60,0 %	60,0 %	60,0 %	60,0 %
GACM ESPAÑA SA	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
TARGOPENSIONES, ENTIDAD GESTORA DE FONDOS DE PENSIONES SA	Espagne	Globale (IG)	100,0 %	95,2 %	100,0 %	95,2 %
Sociétés immobilières						
FONCIÈRE MASSÉNA SA	France	Globale (IG)	100,0 %	99,7 %	100,0 %	99,7 %
SCI ACM	France	Globale (IG)	100,0 %	99,6 %	100,0 %	99,6 %
SCI ACM COTENTIN	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
SCI ACM PROVENCE LA FAYETTE	France	Globale (IG)	100,0 %	99,8 %	100,0 %	99,8 %
SCI ACM SAINT AUGUSTIN	France	Globale (IG)	100,0 %	99,8 %	100,0 %	99,8 %
SCI ACM TOMBE ISSOIRE	France	Globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
SCI ACM 14 RUE DE LONDRES	France	Globale (IG)	100,0 %	99,8 %	100,0 %	99,8 %

* Société entrante, créée en 2022

Conformément à la définition du contrôle explicitée dans la norme IFRS 10, le GACM n'inclut pas dans son périmètre de consolidation les OPCVM dont il ne contrôle pas la société de gestion.



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex
France

Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A

*Rapport d'examen limité du commissaire aux
comptes sur les comptes semestriels consolidés
condensés*

Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A.
4, rue Frédéric- Guillaume Raiffeisen – 67000 Strasbourg
Ce rapport contient 46 pages



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A

Siège social : 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen – 67000 Strasbourg
Capital social : € 1 241 034 871

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes semestriels consolidés condensés

Période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022

Mesdames, Messieurs les membres du Directoire,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A. et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de celle-ci relatifs à la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard de la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la conformité des comptes semestriels consolidés condensés.

Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A.
*Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes semestriels
consolidés condensés
09 Septembre 2022*

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 09 septembre 2022

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

PricewaterhouseCoopers Audit

Antoine Esquieu
Associé

Anthony Baillet
Associé

Sébastien Arnault
Associé